

Ils sont subventionnés conformément aux échelles de traitement figurant à l'annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 juillet 1985 concernant les obligations et les missions dans le domaine de l'inspection médicale scolaire, fixant les conditions d'agrément des équipes et des centres d'inspection médicale scolaire et réglant le subventionnement de ces équipes et de ces centres.

Art. 8. Les frais de fonctionnement justifiés du comité directeur temporaire sont indemnisés à un maximum de deux millions de francs.

Art. 9. Le président du comité directeur temporaire convoque mensuellement les membres du comité directeur, visé à l'article 200, § 1^{er}, 3°, du même décret.

De concert avec le vice-président, il fixe l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 11. Le Ministre flamand compétent pour la politique de santé et le Ministre flamand compétent pour l'enseignement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
E. BALDEWIJNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 442

[C - 99/29071]

29 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 55;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 24 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 16 juin 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 septembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2° loi : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

3° autorité : le conseiller, le conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse ou le directeur, le directeur adjoint de l'aide à la jeunesse, selon le cas;

4° débiteur : soit le jeune, soit la ou les personnes qui doivent des aliments au jeune;

5° part contributive : le montant mis à charge du débiteur appelé à contribuer dans les frais d'entretien, d'éducation et de traitement résultant de chaque mesure prise en faveur d'un jeune en application des articles 36, § 6, 38 et 39 du décret ou de la loi et entraînant des débours à charge du budget de la Communauté française conformément aux réglementations propres au subventionnement des mesures d'aide à la jeunesse ou de protection de la jeunesse;

6° seuil de récupération : montant minimum permettant la mise en recouvrement par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Art. 2. § 1^{er}. La part contributive est fixée sur une base journalière lorsque la prise en charge du jeune donne lieu à la liquidation de subventions journalières calculées en fonction de ses présences ou absences assimilées aux présences.

§ 2. La part contributive est fixée sur une base journalière lorsque la prise en charge du jeune donne lieu à la liquidation de subventions journalières calculées en fonction de ses présences ou absences assimilées aux présences.

Sont notamment concernées les mesures confiant le jeune :

— à une institution d'hébergement agréée par le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

— à une institution d'hébergement ressortissant à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

— à un service d'hébergement conventionné avec l'Institut National d'Assurances Maladie Invalidité;

— à une famille d'accueil encadrée ou non par un service de placement familial.

Lorsque le jeune est amené à intervenir dans ses frais d'entretien, cette participation entraîne la réduction à due concurrence de toute part contributive journalière fixée antérieurement.

§ 3. La part contributive est fixée sur une base autre que journalière telle qu'elle est précisée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, lorsque la prise en charge du jeune donne lieu à la liquidation de subventions périodiques à tout service ou particulier n'entrant pas dans les catégories énumérées au § 2.

Art. 3. Sauf en cas de force majeure, l'autorité fixe la part contributive dans les trois mois à dater de la mesure prise en faveur du jeune.

La part contributive est due à partir de la date à laquelle la mesure est devenue effective sans que cette date puisse être antérieure de plus de trois mois à la décision de l'autorité.

Art. 4. § 1^{er}. La part contributive est déterminée en référence aux revenus mensuels nets imposables du débiteur. Les rentes et pensions alimentaires sont ajoutées ou déduites des revenus selon qu'elles sont perçues ou versées.

Le montant de la part contributive fixée sur une base journalière est établi en référence au barème indexable joint en annexe 1.

Le montant de la part contributive fixée sur une base autre que journalière est établi en référence au barème indexable joint en annexe 2. Ce barème est établi sur une base mensuelle. Cette base mensuelle peut être fractionnée en référence à d'autres critères tels que notamment le type de service, la nature des prestations, leur durée ou leur fréquence.

§ 2. Pour les montants indexables prévus aux annexes 1 et 2 du présent arrêté et qui ne constituent pas des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1^{er} janvier 1990.

§ 3. Le montant maximum de la part contributive figurant à chacun des barèmes visés au § 1^{er} est fixé à charge de tout débiteur qui ne fournit pas la preuve de ses revenus.

Art. 5. Aucune part contributive n'est fixée à charge des personnes relevant de l'indigence ou de l'aide dispensée par le Centre Public d'Aide Sociale ou ne bénéficiant pas de revenus supérieurs au montant du minimex auquel elles auraient pu prétendre.

Art. 6. Le seuil de récupération est fixé à 1 000 F par an pour l'ensemble des parts contributives d'un même débiteur. Lorsque l'ensemble des parts contributives à fixer à charge d'un débiteur n'atteint pas le seuil de récupération, ces parts sont fixées à zéro franc.

Art. 7. L'autorité peut déroger aux montants de part contributive prévus aux barèmes de référence du présent arrêté sur la base d'un rapport justificatif écrit qu'elle transmet à l'administration.

Les investigations sociales, menées selon le cas par le service de l'aide à la jeunesse ou le service de protection judiciaire, sont déterminantes pour adapter la participation financière du débiteur.

Art. 8. A tout moment, la modification des revenus mensuels nets du débiteur engendre l'adaptation de sa part contributive soit à l'initiative de l'autorité, soit à la requête de l'intéressé.

Art. 9. Sur la base des éléments produits par l'administration de l'enregistrement et des domaines quant à l'insolvabilité du débiteur, le Ministre ou la personne qu'il délègue à cet effet peut surseoir au recouvrement des arriérés de paiement de la part contributive et, au cas où le débiteur devient solvable, provoquer auprès de l'autorité la révision de la part contributive pour l'avenir.

Art. 10. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 décembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Barème des parts contributives journalières

Tranche de revenus mensuels nets	Part contributive journalière
20 000 - 29 999	17,41
30 000 - 39 999	43,53
40 000 - 49 999	65,29
50 000 - 59 999	87,05
60 000 - 69 999	130,58
70 000 - 79 999	217,63
80 000 - 89 999	304,69
90 000 - 99 999	391,75
100 000 et plus	478, 80

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1998 relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Barème des parts contributives autres que journalières

Tranche de revenus mensuels nets	Part contributive autre que journalière
20 000 - 29 999	52,23
30 000 - 39 999	130,58
40 000 - 49 999	195,87
50 000 - 59 999	261,16
60 000 - 69 999	391,75
70 000 - 79 999	652,91
80 000 - 89 999	914,08
90 000 - 99 999	1 175,24
100 000 et plus	1 436,41

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1998 relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 442

[S - C - 99/29071]

29 DECEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op het advies van de Raad van de Franse Gemeenschap voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 24 september 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 april 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juni 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 omtrent de aanvraag om advies binnen een maximale termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 september 1998, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° wet : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

3° overheid : de adviseur, de adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur, adjunct-directeur voor hulpverlening aan de jeugd, naargelang het geval;

4° bijdrageverschuldigde : ofwel de jongere, ofwel de persoon (personen) die de jongere levensonderhoud verschuldigd is (zijn);

5° bijdrage : het bedrag ten laste van de bij drageverschuldigde die moet bijdragen tot de kosten voor het levensonderhoud, de opvoeding en de behandeling ten gevolge van iedere maatregel genomen ten gunste van een jongere met toepassing van de artikelen 36, § 6, 38 en 39 van het decreet of de wet en waarbij uitgaven worden gedaan ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap overeenkomstig de regelingen eigen aan het betoelagen van maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd of jeugdbescherming;

6° invorderingsminimum : minimumbedrag waarbij de invordering door de administratie der registratie en domeinen kan gebeuren.

Art. 2. § 1. Voor iedere maatregel wordt de bijdrage ofwel per dag ofwel op een andere basis vastgelegd.

§ 2. De bijdrage wordt per dag vastgesteld wanneer de tenlasteneming van de jongere aanleiding geeft tot de uitbetaling van dagelijkse toelagen berekend in functie van zijn aanwezigheden of zijn met aanwezigheden gelijkgestelde afwezigheden.

In aanmerking komen namelijk de maatregelen waardoor de jongere toevertrouwd wordt aan :

- een huisvestingsinstelling erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;
- een huisvestingsinstelling die onder de "Office de la Naissance et de l'Enfance" ressorteert;
- een huisvestingsdienst die een overeenkomst heeft gesloten met het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;
- een opvangfamilie begeleid of niet door een dienst voor plaatsing in een gezin.

Wanneer de jongere ertoe gebracht wordt tegemoet te komen in zijn onderhoudskosten, brengt deze tegemoetkoming een vermindering ten belope van elke op voorhand vastgestelde dagelijkse bijdrage met zich mee.

§ 3. De bijdrage wordt vastgelegd op een andere basis dan een dagelijkse basis zoals bepaald bij artikel 4, § 1, lid 3, wanneer de tenlasteneming van de jongere aanleiding geeft tot de uitbetaling van periodieke toelagen voor elke dienst of particulier die niet tot de categorieën opgenomen in § 2 hoort.

Art. 3. Behoudens overmacht, stelt de overheid de bijdrage vast binnen de drie maanden van de maatregel genomen ten gunste van de jongere.

De bijdrage wordt verschuldigd vanaf de datum waarop de maatregel uitwerking heeft zonder dat deze datum meer dan drie maanden voor de beslissing van de overheid een aanvang mag nemen.

Art. 4. § 1. De bijdrage wordt bepaald op grond van de belastbare netto maandinkomsten van de bijdrageverschuldigde. De onderhoudsrenten en -uitkeringen worden toegevoegd of afgetrokken van de inkomsten naargelang ze ontvangen of gestort worden.

Het bedrag van de bijdrage vastgesteld op dagelijkse basis wordt bepaald op grond van het in de bijlage 1 gevoegd indexeerbaar barema.

Het bedrag van de dagelijkse bijdrage vastgesteld op een andere dan de dagelijkse basis wordt bepaald op grond van het in de bijlage 2 gevoegd indexeerbaar barema. Dit barema wordt vastgesteld op maandelijkse basis. Deze maandelijkse basis kan gewogen worden op grond van andere criteria zoals, onder andere, het type dienst, de aard van de prestaties, hun duur of frequentie.

§ 2. Voor de indexeerbaar bedragen bedoeld bij de bijlagen 1 en 2 die geen bezoldiging of gelijkgestelde kosten vertegenwoordigen, wordt de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, toegepast. Deze bedragen worden aan de spilindex 138,01 gekoppeld: de indexeringscoëfficiënt 1,000 stemt overeen met de op 1 januari 1990 geïndexeerde bedragen.

§ 3. Het maximaal bedrag van de bijdrage opgenomen naast ieder van de barema's bedoeld bij § 1 wordt vastgesteld ten laste van elke bijdrageverschuldigde die het bewijs niet levert van zijn inkomsten.

Art. 5. Er wordt geen bijdrage bepaald ten laste van behoeftige personen of die de hulp genieten van een OCMW of die inkomsten genieten die niet hoger zijn dan het bedrag van het bestaansminimum waarop ze aanspraak hadden kunnen maken.

Art. 6. Wanneer het geheel van de hij dragen die ten laste van de bijdrageverschuldigde te bepalen zijn het invorderingsminimum niet bereikt, worden deze bijdrage op nul frank vastgesteld.

Het invorderingsminimum wordt op 1 000 F per jaar bepaald voor het geheel van de bijdragen van eenzelfde bijdrageverschuldigde.

Art. 7. De overheid kan afwijken van de bedragen van de bijdrage bedoeld bij de basisbarema's van dit besluit op basis van een schriftelijk verantwoordend verslag dat overgezonden wordt naar het bestuur.

Het sociaal onderzoek, gevoerd naargelang het geval door de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de dienst voor gerechtelijke bescherming, is doorslaggevend voor de aanpassing van de bijdrage van de bijdrageverschuldigde.

Art. 8. Op ieder ogenblik brengt de wijziging van de netto maandinkomsten van de bijdrageverschuldigde een wijziging van zijn bijdrage met zich mee, hetzij op initiatief van de overheid, hetzij op verzoek van betrokkene.

Art. 9. Op basis van de elementen voortgebracht door de administratie der registratie en domeinen qua insolabiliteit van de bijdrageverschuldigde, kan de Minister of de door hem te dien einde afgevaardigde persoon, de invordering van de verschuldigde betaling van de bijdrage uitstellen, en, zo de bijdrageverschuldigde solvabel wordt, de overheid ertoe aanzetten de toekomstige bijdrage te herzien.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 december 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1
Barema van de dagelijkse bijdragen

Schijf netto maandinkomsten	Dagelijkse bijdrage
20 000 - 29 999	17,41
30 000 - 39 999	43,53
40 000 - 49 999	65,29
50 000 - 59 999	87,05
60 000 - 69 999	130,58
70 000 - 79 999	217,63
80 000 - 89 999	304,69
90 000 - 99 999	391,75
100 000 en meer	478, 80

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 29 december 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 2
Bijlage van andere dan dagelijkse bijdragen

Schijf netto maandinkomsten	Andere dan dagelijkse bijdrage
20 000 - 29 999	52,23
30 000 - 39 999	130,58
40 000 - 49 999	195,87
50 000 - 59 999	261,16
60 000 - 69 999	391,75
70 000 - 79 999	652,91
80 000 - 89 999	914,08
90 000 - 99 999	1 175,24
100 000 en meer	1 436,41

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 29 december 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX